

Dans le Pas-de-Calais, la difficile lutte contre le FN, parti caméléon

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 8 MARS 2017



À Courrières, quatrième journée d'« unité syndicale contre l'extrême droite ». © MG

Les syndicalistes qui côtoient au quotidien le FN tentent d'imaginer une riposte. Sans beaucoup d'illusions sur leur capacité à faire barrage, face à un mouvement qui cannibalise la question sociale. « *Le FN drague les ouvriers et ça marche* », déplore un syndicaliste.

Courrières (Pas-de-Calais), envoyée spéciale.- La journée d'études a lieu à Courrières, et cela n'a rien d'un hasard. Il y a plus d'un siècle, la compagnie des mines locale fut le théâtre d'un terrible accident (voir en boîte noire), qui causa 1 099 morts et déboucha sur une crise politique et sociale majeure, imposant au patronat français l'instauration d'un jour de repos hebdomadaire. Pour le monde syndical, Courrières et ses environs reste un symbole. À cinq kilomètres de cette ancienne commune minière, Hénin-Beaumont, ville vitrine du Front national, passée aux mains de Steeve Briois lors des municipales de 2014. Le thème du jour est donc à l'image du double défi posé au syndicalisme français : comment lutter contre les idées d'extrême droite lorsque l'on est engagé syndicalement et que les urgences sociales s'additionnent les unes aux autres ?

Dans la grande salle du centre culturel de la commune, près de 150 élus et simples militants débattent, ce mardi 28 février. Le premier tour de la présidentielle est dans deux mois et les compteurs en faveur de Marine Le Pen s'affolent. Mais les syndicats n'ont pas attendu la campagne pour tenter une riposte. La journée d'études dans le Nord-Pas-de-Calais est la

quatrième du genre, traduction sur le terrain d'une intersyndicale lancée en 2014 et qui rassemble la CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef, l'Union nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidel). À l'époque, 600 personnes s'étaient rassemblées à la Bourse du travail, à Paris, pour un appel inédit des syndicats à lutter contre « *l'imposture sociale* » de l'extrême droite.



À Courrières, quatrième journée d'« unité syndicale contre l'extrême droite ». © MG

Depuis trois ans, militants, adhérents et élus se sont donc retrouvés dans les points chauds de la carte FN, à Béziers, à Knutange (commune limitrophe d'Hayange, dirigée par le frontiste et ex-responsable CGT Fabrice Engelmann) ou encore à Monteux, dans le Vaucluse, un département représenté au parlement par Marion Maréchal-Le Pen. Dans le Nord, après les interventions à la tribune des animateurs du réseau, trois ateliers s'organisent, chacun des participants traînant sa chaise en plastique sur le plancher de la salle afin de prendre part à la discussion. « *Il y a un côté cathartique dans ce genre de réunions, la parole est plus libre puisqu'on n'est pas dans sa section locale, avec ses camarades habituels* », estime Frédéric Bodin, chargé de la réponse au FN pour Solidaires, également présent à Courrières.

La tonalité est bien de cet ordre, entre le témoignage à vif, l'autocritique et l'envie d'en découdre. Les participants à l'atelier sur l'extrême droite « *employeur et acteur économique local* » peinent d'abord à se lancer, un peu intimidés. Mais dès la fin de la première intervention, les mains se lèvent une à une et la parole ne s'interrompra plus. « *Ce n'est pas facile d'être déléguée syndicale ici*, raconte cette élue dans une usine agroalimentaire, près d'Hénin-Beaumont. *Les plus jeunes ne savent plus du tout où se situer*

politiquement, ils veulent que ça change. Et nous pendant ce temps-là, on doit aussi se battre contre le patron ! »

Le secrétaire du syndicat Solidaires pour le Pas-de-Calais, Fabrice Obaton, va dans le même sens : « Ici, c'est clair, le FN drague les ouvriers et ça marche. Mais c'est en partie de notre faute : on manque de bras, on court du CE au CHSCT [comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail – ndlr] et dès qu'un militant fait l'affaire, il prend du galon dans notre organisation et est moins présent sur le terrain. » Et de mettre en garde : « Les gens qui sont aujourd'hui dans cette salle sont déjà convaincus que l'extrême droite est un danger. On fait quoi pour les autres ? Pour les camarades syndiqués qui travaillent dans la fonction publique territoriale ? Pour le moment, les maires FN font super gaffe à ne pas faire de vagues, mais plus il y aura de communes qui virent de bord, plus ils vont prendre cher... »

Un salarié de chez Veolia, élu syndical CGT, n'est pas tout à fait d'accord. À Hénin-Beaumont, ses collègues se prennent déjà en pleine face la « méthode Steeve Briois ». « Localement, l'exercice syndical est entravé, surtout quand on porte l'étiquette CGT. Des délégués du personnel ont demandé une salle à la mairie d'Hénin-Beaumont, ce qui ailleurs ne pose jamais de problème. Là, ils ne l'ont pas obtenue. » Une autre relate une demande similaire, pour organiser un arbre de Noël : « Même pour ça, on nous a dit non. »

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Dans son livre à paraître (**Nouvelles du front, aux éditions Les Liens qui libèrent**), Marine Tondelier, élue EELV dans la commune, relate également avec force détails « l'intimidation » pratiquée par l'équipe municipale frontiste auprès des agents municipaux ainsi que les campagnes de dénigrement de leurs représentants syndicaux, CGT en tête. Alain, membre du collectif confédéral CGT sur l'extrême droite, qui anime ce type d'ateliers depuis 2014, renchérit : « Marine Le Pen se présente comme une candidate sociale, mais en réalité, elle est d'abord en défense d'un capitalisme national. Quand ses équipes sont au contact de fonctionnaires, leur naturel revient au

galop. À Béziers, 200 postes sont menacés, sauf dans la police municipale. Les communes FN pratiquent régulièrement l'attaque syndicale et la surveillance des personnels, y compris dans leurs vies privées et sur les réseaux sociaux. »

Mais le Front national semble localement fort habile pour brouiller les pistes, usant et abusant de ses habits caméléon. Catherine Piecuch, secrétaire académique FSU pour le Nord-Pas-de-Calais, participe au conseil d'un collège d'une commune où siègent des élus FN. « Nous avons une position claire, pas question d'aller chercher leur vote. Mais ils votent comme nous ! Sur la réforme du collège, contre la suppression des postes... C'est dur de les combattre, ils sont totalement lisses, rien à accrocher. » Dans un autre atelier sur la « bataille du langage », plusieurs militants font le même constat, un peu désespérés : le Front national a récupéré une partie de leur vocabulaire syndical et de leur agenda revendicatif. « Combien sommes-nous, en lisant des tracts édités par le FN, en écoutant leurs représentants à la radio, à avoir eu froid dans le dos en se disant : “Je suis à deux doigts d'être pleinement d'accord” ? rapporte une jeune femme. C'est parce qu'on a les valeurs syndicales dans les tripes qu'on résiste à leurs sirènes, mais les autres salariés ? »

Une bataille d'autant plus difficile à mener que le Front national est de plus en plus présent sur le terrain, à tracter à la sortie des usines, surtout quand elles sont en difficulté. Marine Le Pen se fait fort de rappeler que le monde ouvrier vote en masse pour elle, ce que confirment les électoralistes qui travaillent sur le sujet. Cet élu de l'usine métallurgique de Pont-à-Mousson, en Moselle, raconte une anecdote dans laquelle beaucoup se reconnaissent. « On me tend un tract quand je sors du boulot, c'est écrit en bleu, donc je me méfie. Mais ce n'est pas loin de nos textes à nous..., c'est terrible de lire ça. Bien sûr, quand on y regarde de près, ça suinte la méfiance de l'immigré et la préférence nationale, mais il faut lire entre les lignes. Il ne faut pas les laisser faire ça, la solidarité c'est nous, ce n'est pas eux ! » Un autre renchérit : « Quand nous étions dans la rue pour

les retraites en 2003, le Front national nous traitait de terroristes. Et maintenant, il veut la retraite à 60 ans ? »

Nombre de militants soulignent la position ambiguë mais tactique de la direction nationale du FN lors du conflit sur la loi travail, au printemps 2016. Marine Le Pen s'était rangée publiquement du côté des opposants à la loi, dénonçant un « projet infâme » qui « précarise » le travailleur, une position que l'on aurait dit écrite par les centrales syndicales les plus dures. Mais les amendements déposés au cours du débat parlementaire par les sénateurs Front national (par exemple, la suppression du compte pénibilité, le doublement des seuils sociaux ou encore la limitation « du monopole syndical » – lire à ce sujet **cet article du Monde**) visaient surtout à appuyer les demandes des petits patrons. Par ailleurs, Marine Le Pen a appelé le gouvernement à interdire les manifestations pendant l'état d'urgence, quand sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, n'a pour sa part cessé de taper sur la CGT, « syndicat groupusculaire ».

Rappelant ces faits, un élu cégétiste de Moselle exhorte ses collègues à mettre au jour « l'arrière-boutique du FN », en s'appuyant sur l'exemple de la municipalité frontiste d'Hayange. « Ils ont supprimé l'aide au transport scolaire, ça vise qui ? Ils ont augmenté les loyers des logements sociaux, qui va en souffrir ? Ils virent le Secours populaire, pourquoi ? Donc, en matière de social, il y a loin de la coupe aux lèvres. » Ce militant est convaincu : « Il faut rendre coup pour coup. Chez nous, plus ils tapent, plus on monte. On est devenu la première organisation syndicale dans mon entreprise, même si, il faut le dire, les directions syndicales nous disaient de ne pas faire trop de vagues avant les élections... »

Certains dans la salle suggèrent cette contradiction à demi-mot. Y aller trop fort sur le FN, pousser ses adhérents ou sympathisants dehors s'ils affirment leurs opinions frontistes, c'est se couper des salariés, voire perdre des voix lors des élections professionnelles : « Quand on en récupère un, on en perd dix ! » estime l'élu de Pont-à-Mousson. D'autant plus que les salariés sont nombreux à assumer la

dissonance idéologique : « Ils nous disent : je vote pour ceux qui me défendent le mieux dans l'usine, et c'est vous, et pour celle qui me défend le mieux dehors, et c'est elle. » Un militant assume de faire strictement « du syndicalisme et pas de politique » pour chasser le Front national : « La xénophobie se nourrit de la misère. Quand on fait plier le patron, c'est un vote nationaliste en moins. » Quand certains refusent carrément de cibler exclusivement le Front national dans leurs attaques : « Il ne faudrait pas que le combat contre le FN nous amène à abandonner le combat contre la droite extrême. Il faut répondre sur les idées, et pas les étiquettes. Le FN, ces derniers temps, c'est simplement l'original par rapport aux nombreuses copies. »

Ne pas se priver d'adhérents potentiels, ne pas devenir des « directeurs de conscience », éviter de rejouer l'alliance à la vie à la mort avec un parti politique pour éviter de périr dans son sillage, rappellent les cégétistes... Mais alors, quelle position tenir ? De nombreux militants regrettent la raréfaction des « formations syndicales », qui permettent de familiariser les adhérents aux valeurs syndicales des formations auxquelles ils appartiennent. « Dire que ce sont des fachos, des nazis, ça ne suffit plus, martèle le directeur du centre de formation de la FSU. La formation syndicale sur ces sujets est essentielle, il faut avoir une culture politique commune dans nos organisations. » Un professeur d'histoire syndiqué croit mordicus à la politique des petits pas : « Se battre contre la tendance à la glorification du roman national des livres d'histoire, c'est déjà du militantisme... » Un élu à la Caisse centrale d'activité sociale (CCAS) d'EDF détaille : « On a décidé d'ouvrir nos centres de vacances EDF aux migrants. Je peux vous dire qu'il a vraiment fallu faire de

la pédagogie, convaincre et forcer une démarche unitaire pour y arriver. Mais le gain est immense une fois ce boulot fait. »



La Bourse du travail, à Calais. © MG

Sur toute cette journée, parce que nous sommes dans le voisinage de Calais, la question migratoire plane, sans être résolue. Certains y voient un puissant engrais pour le vote FN et la défiance des électeurs-salariés, d'autres, l'occasion d'un beau combat sur le terrain des valeurs. Jean-Pierre Lefebvre, secrétaire de l'union locale CGT de Calais, n'est pas venu débattre à Courrières, pour des raisons de santé, mais son témoignage résonne forcément. Dans les locaux du syndicat, installé dans la magnifique bourse du travail Art déco de la ville, il rappelle que de nombreux collègues ont basculé à cause de la « jungle », notamment dans les sections CGT d'Eurotunnel, dans les transports ainsi que chez les militants ports et docks. « *La confrontation quotidienne, jusque dans son travail, avec les migrants, a un impact, reconnaît le cégétiste. Nous sommes un entonnoir ici, sans issue, et des réfugiés prêts à tout pour traverser ont été écrasés par des chauffeurs de poids lourds... Les salariés de ces secteurs ont été fortement choqués par ces histoires, ils ont peur que ça leur arrive aussi.* »

La question est devenue électrique (**lire notre article à ce sujet**) lorsque des militants syndicaux ont finalement rejoint les diverses manifestations enjoignant aux pouvoirs publics d'en « finir avec la pression migratoire », et de dire « stop à

l'insécurité à Calais », mouvements hétéroclites et officiellement apolitiques mais proches de l'agenda du Front national, ou celles organisées par la maire LR de Calais, Natacha Bouchart. « *Certains de nos militants y sont allés, sans étiquette ni drapeau à nos couleurs, mais quand même...* », confirme Jean-Pierre Lefebvre. Répondre à l'angoisse locale est difficile : « *Le FN dit que ce sont les étrangers le problème, nous, on répète qu'on est bien content de trouver les travailleurs immigrés quand on en a besoin, et que le problème est que le bassin d'emploi est clairement sinistré. Mais c'est aussi la faute des autres politiques si on en est là... Marine Le Pen arrive première dans une région de mineurs, historiquement communiste ou socialiste, bon sang !* » La trésorière de la section locale confirme que le discours anti-FN a du mal à passer dans les environs, « *surtout auprès des plus jeunes* ». « *Mes propres enfants hésitent à voter Le Pen, soupire Claudine Dehaeze. Leur père était communiste...* »



À la fenêtre du local CFTC, à Calais. © MG

Fumant une cigarette sur le parvis, Jean-Pierre Lefebvre cible également les syndicats concurrents, qui occupent les autres étages de la bourse du travail. Collée à la fenêtre de la CFTC, syndicat chrétien, une affiche annonce la couleur. Sur un portrait du général de Gaulle, ces mots : « *Calais outragé, Calais brisé, Calais martyrisé...* », slogan phare des manifestations citées précédemment visant à « libérer » la ville.

« C'est incroyable de voir ça. Moi, ce qui me désole, ce n'est pas l'immigration, c'est la queue des Restos du cœur qui vient jusqu'ici, trois fois par semaine... »

Dans l'intersyndicale contre l'extrême droite, point de CFDT. L'organisation dirigée par Laurent Berger n'en est pas moins très présente sur la question de l'extrême droite, historiquement très combative sur la question des migrations notamment. « Je dirais que l'on résiste plutôt bien à la contamination, estime Michel Crépin, secrétaire général du territoire de l'Artois-Douaisis pour la CFDT, rencontré à Lens. Mais nos équipes sur le terrain rencontrent tous les jours des salariés en grande souffrance ou très inquiets pour leur emploi et qui peuvent avoir un discours de rejet. À force, cela fragilise les militants. » À tel point qu'il devient difficile de « porter un discours de solidarité ». « Un tract de l'organisation sur l'immigration, par exemple, les militants peuvent ne pas vouloir le distribuer. Pas parce qu'ils adhèrent aux thèses du Front national, mais parce que le contact sera trop difficile avec les salariés. »

Ce responsable régional CFDT confie des expériences similaires, propres au contexte local. En novembre 2015, il intervient à un congrès de militants, à un mois des élections régionales. « Nous, on fait notre boulot, on rappelle que les valeurs du Front national sont incompatibles avec la CFDT, mais j'ai senti des regards qui fuyaient dans la salle. » Michel Crépin confirme la présence de plus en plus forte de militants Front national sur des territoires autrefois très hostiles à la formation politique. « Marine Le Pen, qui tracte devant des usines automobiles, chez nous, les bras m'en tombent... En 2013, 2014, on n'aurait jamais vu ça. Mais ils savent capter cet air du temps et l'insécurité sociale dans laquelle nous vivons. » Dans sa propre boîte aux lettres, il a récemment trouvé un tract de Marine Le Pen en défense du droit des femmes. « La lire, elle, avec les positions que son parti prend sur l'IVG, la contraception, le salaire maternel ! »

À la CFDT, même dilemme que chez les autres sur la réponse, qu'il faut doser pour convaincre sans faire fuir. « Dire pour qui il faut voter ou non, ce n'est pas possible, c'est même contraire à l'un de nos

fondements, l'émancipation. Et puis, le temps où l'on disait "le FN, c'est caca" est terminé, il faut être plus malin puisqu'ils ont fait leur la question sociale. C'est plus long, c'est plus lent, mais je crois qu'il faut dire et redire ce que nous sommes, ce que nous portons, plutôt que de chercher en permanence à les contrer. » Un constat que faisait également la veille l'un des participants de la réunion de Courrières, d'une organisation concurrente. « Depuis des années, nous sommes dans des combats défensifs. Lorsque l'on bataille uniquement contre des réformes, il est facile pour le FN de cannibaliser le mouvement. Il faut trouver d'autres moyens de les contrer. Par exemple, si on se bat pour de meilleurs salaires, sans toucher aux cotisations sociales, Marine Le Pen ne pourra pas être avec nous. Si on se bat sur les retraites en portant nos propositions, ils seront obligés de se dévoiler. »

Il est devenu difficile d'adopter la bonne stratégie face à un Front national qui ose tout et fait preuve d'une formidable audace sémantique. L'effet de sidération est immense, ainsi que le sentiment d'être bien seuls à lutter. « Marine Le Pen est venue tracter à Beauvais, et personne ne veut réagir dans les réseaux militants sous prétexte que ça lui fait de la pub, raconte une militante FSU. Mais moi, je crois que c'est une erreur, il ne faut pas laisser Marine Le Pen se balader toute seule sur un marché sans personne en face. » Les syndicats continuent en effet de dresser une sorte de cordon sanitaire autour des représentants du Front national, quand bien des associations associent désormais systématiquement ses représentants lorsqu'il s'agit de dresser un état des doléances, que les grands médias leur offrent table ouverte et que les partis politiques ont cessé d'en faire l'ennemi public numéro un. Le procès en légitimité guette également les militants, confrontés à l'un des plus faibles taux de syndicalisation en Europe (11 %), même s'ils constituent, par leur exercice même, un puissant baromètre de l'état politique du monde salarié.

Boite noire

Suite à des précisions d'un lecteur, cet article a été modifié : La compagnie des mines de Courrières gérait une concession charbonnière s'étendant sur des centaines d'hectares. L'accident eu lieu sur la fosse numéro 13, située précisément sur la commune de Méricourt, à une quinzaine de kilomètres de Courrières et l'explosion toucha plusieurs autres fosses et autres communes (Sallaumines, Billy-Montigny, Noyelles...). Il s'agit de la tragédie la plus importante de l'histoire des mines, 1 099 mineurs trouvent la mort dans d'effroyables circonstances.

Selon les archives nationales, après les funérailles officielles qui provoquent des manifestations et des grèves, la Compagnie de Courrières est accusée de graves négligences. La grève gagne rapidement tout le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais sauf Bruay. Les mineurs réclament de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Plus de 30 000 cuirassiers sont envoyés et occupent les mines du Bassin. Après de longues discussions et négociations, et suite aux concessions faites par les compagnies, le travail reprend peu à peu dans le Nord, puis dans le Pas-de-Calais à partir du 7 mai. Un jour de repos hebdomadaire sera accordé aux salariés.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.